



Un secteur financier aux abois : ce que cache le narratif tissé autour du COVID

Par [Ernst Wolff](#)

Mondialisation.ca, 13 novembre 2022

[RéinfoCovid.ca](#) 6 octobre 2021

Thème: [Désinformation médiatique](#),

[Science et médecine](#)

Analyses: [COVID-19](#)

Selon, le président américain Franklin Delano Roosevelt : « Rien ne se produit accidentellement en politique, et lorsque quelque chose se produit, vous pouvez être presque certains que cela avait été planifié pour que cela se déroule tel que cela s'est déroulé ». Si nous considérons ce qui se passe depuis janvier 2020, ces mots résonnent de manière particulièrement inquiétante. Est-il possible que tout ce dont nous avons fait l'expérience ait été planifié ? Disons-le tout de suite, je ne peux pas produire la preuve d'un tel plan, en tout cas pas sous la forme de document authentique, mais après avoir étudié cette question attentivement pendant ces 18 mois, j'affirme que nous avons un nombre impressionnant d'indices, ils pointent tous dans cette direction et pas dans une autre.

Qu'ont-ils planifié et quelles sont les conséquences de ce plan ? La situation dans laquelle nous nous trouvons en ce moment est unique dans l'histoire de l'humanité. Jamais par le passé, le monde n'a été placé dans son intégralité sous la férule d'un régime coercitif de ce genre. Et, à notre époque, on n'avait jamais eu à subir autant de mesures en apparence si inintelligibles, si aberrantes — en partie du moins — et dans bien des cas si contradictoires.

D'après le récit officiel, il s'agirait de la crise sanitaire la plus sérieuse de mémoire d'homme, mais les mesures qui ont été prises, loin d'améliorer la situation, n'ont fait que l'empirer. Tous les médecins peuvent confirmer qu'aujourd'hui la santé de la majorité des gens est bien pire qu'avant la crise. Et même si l'on adopte le point de vue officiel de ceux qui ont ordonné ces mesures, celles-ci sont un vrai désastre. La prétendue menace d'une quatrième vague d'infection, et l'annonce de la nécessité d'une prochaine troisième vague de vaccinations, puis d'une quatrième et même d'une cinquième, démontre que le but revendiqué des mesures sanitaires — enrayer l'épidémie — a complètement échoué.

Mais là n'est pas le cœur du problème, bien au contraire. À cause des confinements, nous sommes obligés d'affronter une sévère crise économique. Partout dans le monde la production s'est effondrée. La logistique globale est à genoux, les chaînes d'approvisionnement sont coupées, des récoltes sont perdues, l'approvisionnement en nourriture est étranglé, et par-dessus le marché s'installe une pénurie d'une grande partie des semi-conducteurs. Parallèlement, nous constatons que personne ne semble désireux de s'attaquer à ces problèmes ni de les résoudre, mais qu'au contraire ceux-ci se retrouvent multipliés et amplifiés à cause de nouvelles mesures sanitaires et de la menace permanente que font peser d'éventuelles restrictions encore inédites.

Un exemple récent : en Chine, le terminal de fret du troisième plus gros port du monde a été fermé à cause d'un seul ouvrier testé positif. De même en Nouvelle-Zélande, où au mois

d'août 5 millions de personnes ont été placées en confinement pendant 3 jours, car une seule et unique personne de 58 ans avait été testée positive.

Une grave crise du secteur des TPE et des PME se profile. Il s'agit pourtant du secteur qui fournit le plus d'emplois de par le monde, et qui génère en outre la plus grande partie des recettes fiscales. Le secteur industriel des TPE et des PME, en particulier les entreprises familiales, qui navigue dans un flot constant d'incertitudes et sous une pluie de règlements nouveaux, est poussé chaque semaine davantage vers l'abîme. Il ne s'est jamais retrouvé dans une crise aussi profonde qu'il ne l'est aujourd'hui.

Là encore, ce n'est pas tout. Nous faisons face en ce moment à une inflation brutale qui grimpe partout dans le monde. Elle concerne en particulier les matières premières, les prix des objets manufacturés et les produits alimentaires. De même, rien n'est fait pour pallier à cette situation, tout au contraire. On imprime sans interruption un immense flot d'argent, et le volume de ce flot continue même encore de s'accroître. Les états et les banques centrales ont, depuis le début de la crise, injecté presque 20 billions (vingt mille milliards !) de dollars dans le système monétaire mondial. Et l'on n'en voit pas la fin ! Le FMI, l'organisation financière la plus puissante du monde, s'apprête lundi à larguer, avec des droits de retrait spéciaux, 650 milliards de dollars, la plus grande somme tirées de ses propres liquidités jamais avancée.

La situation au sein de la société n'est guère meilleure. Un exemple suffira : aux USA, le pays dont l'économie est la plus forte du monde, presque 4 millions de personnes sont menacées d'être chassées de chez elles car elles ne peuvent plus payer leur loyer ou rembourser leur emprunt. Et presque dix fois plus encore d'américains sont incapables de se nourrir grâce à leur propre revenu. Voilà ce que les politiciens, en détruisant de manière intentionnelle l'économie, ont réussi à accomplir, tandis que l'inflation grandissante, quant à elle, n'y était pas parvenue. La population s'est fracturée sur l'ensemble du territoire comme jamais auparavant, et, brochant sur le tout, des mesures perfides viennent couronner ce désastre.

Enfin, on assiste à un transfert prémédité du pouvoir en Afghanistan, sous la houlette des USA. Les talibans se sont vus confier 20 milliards dollars de matériel militaire, une force aérienne complète, avec 11 bases aériennes pour la soutenir prêtes à l'usage. Soyons certains que la prochaine vague de réfugiés viendra de là. Pourquoi tout cela ? Pourquoi prennent-ils ces mesures d'envergure internationale qui ont provoqué un désastre après l'autre, et pourquoi poussent-ils une majorité de l'humanité plus loin au fond de l'abîme, au lieu d'essayer de l'arracher à sa misère ?

Pour répondre à cette question, il faut en poser deux autres : qui s'intéresse activement à cet agenda global et qui en bénéficie ? La réponse est évidente. Celui qui profite le plus de la crise actuelle, et celui qui en tire les ficelles, caché derrière la scène, c'est le complexe numérico-financier. Donc un ensemble doté de desseins bien spécifiques, au sein duquel on trouve les plus grosses sociétés du Big Information Tech (IT), ainsi que les plus gros gestionnaires d'actifs de notre temps. En font partie : Apple, la société Alphabet (Google et ses métastases), Amazon, Microsoft et Facebook. La capitalisation boursière de ces cinq sociétés représente à elles seules la valeur incroyable de 9,1 billions de dollars. À titre de comparaison, le PIB de l'Allemagne, de la France et de l'Italie additionnés s'élève à 8,6 billions de dollars.

À côté de ces intérêts numériques, nous avons aussi les plus grands gestionnaires d'actifs

boursiers : BlackRock, Vanguard et State Street (ainsi que Fidelity). Ils sont tous impliqués de manière significative dans ces sociétés de Big Info Tech. En outre, ces quatre sociétés, à elles seules, gèrent à l'heure actuelle un total de 22,6 billions de dollars d'actifs. Encore une fois à titre de comparaison, le PIB des 28 nations de l'UE en 2020 s'élevait à 15,7 billions de dollars.

Cependant, ce n'est pas seulement la force financière titanesque sur laquelle le complexe numérico-financier s'appuie qui le rend si puissant dans ce qu'il entreprend. Prenons par exemple Big Info Tech. Ce secteur n'est pas seulement puissant en lui-même, mais il est aussi parce qu'il contrôle des milliers d'autres sociétés, qu'il organise les systèmes numériques de ces entreprises, et que de ce fait il exerce une surveillance constante sur leur flux de data. Big Info Tech n'est rien d'autre qu'une gigantesque tumeur cancéreuse, qui, depuis quelques années, a répandu ses métastases dans toutes les autres branches de l'économie, pour les rendre dépendantes de ses programmes et donc les dominer.

Nos gestionnaires d'actifs boursiers n'agissent pas différemment : ils s'impliquent dans la gestion de toutes les grandes sociétés, et sont capables d'influencer chacune des marques populaires de par le monde. Le plus colossal de ces fonds de placement, BlackRock, est aussi le fournisseur de « Aladdin Data Cloud » : un système d'analyse de données en service depuis plus de 40 ans, qui représente le service d'information le plus important sur les placements et sur la finance que le monde ait jamais connu. BlackRock se sert ensuite de ces données pour conseiller les plus grandes banques centrales mondiales : la Federal Reserve des USA et la BCE (Banque centrale européenne). À cause de cet énorme avantage dans le domaine de l'information dont BlackRock bénéficie, il est facile de deviner qui est dépendant de qui.

Nous avons donc affaire à un agrégat unique dans l'histoire qui combine la puissance financière brute au pouvoir discrétionnaire que donne cette somme de données d'une taille inimaginable. Depuis le début de cette crise, cette combinaison a permis à ces sociétés de connaître une croissance commerciale et financière encore jamais vue. Pire, l'avantage qu'elles ont pris s'accélère depuis sans s'interrompre. Au cours du dernier trimestre de cette année, en avril, mai, juin, ces sociétés ont obtenu les plus gros profits de toute leur histoire, ce qui défie l'imagination. Il faut en conclure que ce complexe numérico-financier constitue un des pouvoirs globaux qui mène la course du monde. Il se tient bien au-dessus de tous les gouvernements. Il a la capacité de mettre à genoux n'importe quel pouvoir exécutif dans le monde, et de s'assurer de sa docilité.

On ne peut que s'étonner encore plus, cependant, des méthodes adoptées par ce complexe numérico-financier depuis le début de la crise. Celui-ci sape les racines mêmes du système dont il est le premier bénéficiaire : si le complexe numérico-financier détruit les TPE et les PME, alors il détruit en fait ses propres moyens de subsistance, car, rappelons-le, c'est ce secteur qui crée la plus grande partie des recettes fiscales et qui crée le plus d'emplois. De plus, lorsque l'inflation s'installe, le complexe numérico-financier souffre aussi. Enfin, lorsque ce dernier s'attaque à la paix sociale en accroissant les inégalités, alors il anéantit ceux dont il tire profit. Ce sont des objections valides, mais elles mettent à côté de la cible.

En réalité, le complexe numérico-financier n'a pas d'autre choix que de faire ce qu'il fait en ce moment. Ce dont nous sommes témoins aujourd'hui ne correspond pas à un agenda précis à partir duquel ce même complexe numérico-financier pourrait continuer d'accumuler encore plus d'argent et de puissance, avant de s'asseoir sur ses lauriers pour jouir des fruits de son labeur. Ce dont nous faisons l'expérience constitue un immense acte de désespoir,

sans aucun doute le plus gigantesque qui s'est jamais produit de toute l'histoire humaine.

Ce qui a provoqué cet acte de désespoir est que le système économique auquel le complexe numérico-financier doit son existence ne peut plus être maintenu en vie dans le cadre structurel dont il hérite. Ce modèle a déjà frôlé la destruction pendant la crise financière mondiale de 2007-2008. Si les gouvernements n'avaient pas alors mobilisé d'énormes quantités d'argent tirées des recettes fiscales, et si les banques centrales n'avaient pas créé de nulle part des masses énormes d'argent, notre système se serait alors déjà effondré.

Mais cette planche de salut n'était que temporaire. Il fallait continuer d'accroître les sommes d'argent injectées, ce que l'on fit pendant les 12 années qui suivirent. En outre, il fut nécessaire de baisser les taux d'intérêts plusieurs fois au cours de cette période. De ce fait, le système devint encore plus instable. À long terme, les choses ne pouvaient pas s'arranger. Et l'an dernier, on voyait poindre un prochain effondrement boursier. Ce crash a été repoussé grâce à un ultime tour de force : pour une dernière fois, les taux d'intérêts ont été réduits à zéro, et des milliers de milliards de dollars ont été injectés sur les marchés.

Ces mesures ont cependant engendré un saut qualitatif à l'origine d'une situation économique toute nouvelle. Renouveler ce report aurait nécessité de fixer des taux d'intérêt négatif vraiment bas, ce qui aurait détruit les fondations du système bancaire tel qu'il existe aujourd'hui. Les banques ne peuvent fonctionner sur le long terme avec de tels taux d'intérêt négatif. On ne pourra pas repousser le crash encore une fois avec cette même approche. Face à la situation dans laquelle nous nous trouvons, il est possible d'injecter des milliers de milliards de dollars dans le système une nouvelle fois encore au grand maximum. Mais le taux d'inflation, déjà en forte croissance, deviendrait alors de plus en plus excessif jusqu'à atteindre l'hyperinflation.

Le complexe numérico-financier s'est donc retrouvé face à cette alternative : d'un côté l'effondrement final et, de l'autre, l'hyperinflation — c'est-à-dire une monnaie qui n'a plus aucune valeur. Cela signifie que nous sommes parvenus à un carrefour historique où le complexe numérico-financier, dans le cadre du système économique tel qu'il existe, n'a seulement de choix qu'entre deux formes d'effondrement.

Que pouvaient faire ses dirigeants ? Ils ont très clairement choisi d'installer un nouveau système, et ce, d'après une double stratégie. D'un côté, loin des yeux du public, ils préparent bel et bien ce nouveau système. De l'autre, ils profitent de la phase finale du système actuel qui est à l'agonie pour le piller de fond en comble en recourant à tous les stratagèmes dont ils disposent. C'est exactement ce à quoi nous assistons depuis mars 2020. La destruction clairement préméditée et délibérée de l'économie mondiale, au bénéfice exclusif de l'expansion du complexe numérico-financier, avec en parallèle la préparation simultanée, par le truchement des banques centrales, d'un nouveau système élaboré sous l'égide des sociétés de Big Info Tech. Nous savons déjà à quoi ce système va ressembler : la suppression complète du cash et des banques commerciales sous leurs formes antérieures, et, à la place, l'introduction d'une monnaie numérique émise par les banques centrales (CBDC : Central Bank Digital Currency). Le but ultime, visiblement, sera que chacun d'entre nous n'aura plus qu'un seul compte avec lequel toutes nos transactions s'effectueront, et qui sera installé non dans une banque commerciale mais dans une banque centrale.

Voici ce qui se dessine à l'arrière-plan : parce que la monnaie numérique d'une banque centrale (CBDC) sera programmable, et parce que les banques centrales peuvent créer à

partir de rien des quantités illimitées d'argent, ce système économique pourra en effet opérer de cette manière avec des taux d'intérêts négatifs bas sans détruire le système. Il ne s'agit pas toutefois de la seule caractéristique des futures monnaies numériques émises par les banques centrales, car ces CBDC vont permettre aux gouvernements de surveiller toutes nos transactions. Ils pourront nous soumettre à des taux d'impositions divers et variables, tout en nous infligeant à volonté des amendes individuelles. Les gouvernements auront aussi le pouvoir de soumettre une partie de notre argent à une date d'expiration et donc d'exiger que nous en ayons dépensé une certaine quantité au cours d'un laps de temps donné. Ils pourront nous contraindre à utiliser cet argent dans des buts spécifiques et imposer que nous ne puissions acheter seulement que certains produits avec une somme donnée, ou encore que ces produits ne proviennent que d'une seule région. Surtout, les gouvernements disposeront d'un moyen d'annuler notre capacité d'effectuer des transactions d'un simple click, et donc de nous bloquer financièrement. La monnaie numérique des banques centrales serait pour un état la méthode de collecte des impôts la plus efficaces de toute l'histoire humaine ; et, à travers le contrôle des liquidités privées, rien de moins que la concrétisation d'une dictature englobant absolument tout.

Toutefois, cet édifice comporte une faille qui n'est pas négligeable : la résistance attendue du public. Il est certain qu'une large proportion des populations n'acceptera pas une telle privation de ses droits fondamentaux. On peut s'attendre à ce que l'introduction par la force étatique des monnaies numériques des banques centrales, des CBDC donc, rencontre un farouche rejet de la part de la société. Et c'est exactement ce problème, susceptible d'empêcher l'introduction de la monnaie numérique, qui mobilise de toute évidence la réflexion du complexe numérico-financier. Ils ne vont donc pas essayer d'introduire la CBDC progressivement, ce qui risquerait de soulever une forte résistance. Au contraire, ils vont plonger la société dans le chaos, de telle sorte qu'ils puissent ensuite présenter l'introduction de cette monnaie numérique comme la solution à tous les problèmes ; et ce, sous la forme du revenu universel de base (Universal Basic Income : UBI).

Quiconque serait tenté de croire qu'il ne s'agit que d'une « théorie du complot » bâtie sur du vent devrait réexaminer attentivement tout ce dont nous avons fait l'expérience au cours de ces 18 derniers mois. Sous prétexte de combattre une maladie, des dégâts dévastateurs et irréparables ont été infligés à l'économie et aux finances. L'ampleur de cet impact commence à peine à se faire sentir par endroit. Dans le même temps, ils s'emploient tous les jours à ce que ces dégâts s'accroissent, tandis que parallèlement, ils s'appliquent à rendre les divisions sociales de plus en plus béantes, en creusant continuellement de nouveaux fossés entre chacun de nous. Tout cela est délibérément orienté dans une seule et même direction : accentuer les tensions sociales jusqu'au bord de la guerre civile, et ce, dans le monde entier. C'est exactement cela que les puissants désirent, s'il faut en croire les informations disponibles.



En somme, ce dont nous faisons l'expérience aujourd'hui, c'est une tentative de créer un maximum de chaos social, pour permettre ensuite, à l'acmé de ce chaos, l'arrivée d'une panacée sous la forme du revenu universel de base, l'UBI, de sorte à parvenir à un changement radical, du chaos maximum au contrôle maximum.

Par ailleurs, dans la perspective des puissants, il existe une seconde raison pour laquelle l'UBI doit advenir. Nous nous tenons au bord de la Quatrième Révolution Industrielle (4RI), et nous allons assister dans la période qui va suivre à la perte de millions et de millions d'emplois, à cause du déploiement de l'Intelligence Artificielle (AI). Ce qui signifie la disparition de millions de consommateurs. La demande de biens de consommation va donc s'effondrer. Or étant donné que notre système économique actuel fonctionne grâce à la consommation, il est nécessaire, pour le maintenir en vie, de s'arracher de cette spirale descendante, ce qui ne peut se produire que si tous ces consommateurs désormais sans possibilité de trouver un emploi, se voient attribuer un revenu.

Les événements qui se sont déroulés ces derniers 18 mois, tout comme ce qui se passe encore maintenant, suit de toute évidence un plan préparé. Le nom de ce plan est : « La déconstruction du système économique actuel au bénéfice des élites » — engendrer un chaos économique et social maximum et établir un nouveau système, sous couvert de fournir une aide humanitaire aux populations du monde. Il est d'ailleurs possible de consulter ce plan, puisqu'il est expliqué dans *The Fourth Industrial Revolution* et *The Great Reset*, les deux livres de Klaus Schwab.

D'ailleurs le Forum Économique Mondial (le Forum de Davos, ou WEF : World Economic Forum) qu'il préside joue un rôle clef dans l'ensemble de cet agenda. Le WEF a réussi au cours de ces 50 dernières années à devenir un des centres opérationnels les plus importants du complexe numérico-financier. Tout d'abord, ce sont des grands patrons qui s'y sont rassemblés, ensuite tous les dirigeants politiques, puis, plus tard encore, des personnalités du monde des médias — autant de personnages éminents « réseautant » les uns avec les autres. En outre, au cours des années 90, certains d'entre eux furent ciblés pour participer à des programmes de formation. Nous savons aujourd'hui que le WEF a fourni à ses « Global Leaders of Tomorrow » depuis 1992, de même qu'à ses « Young Global

Leaders » depuis 2005, un cadre de formation structuré. Et ce sont précisément ceux-là qui occupent aujourd'hui des positions de puissance ou d'influence dans les domaines politiques et économiques. Que ce soient Bill Gates, Jeff Bezos ou Jack Marr de Big Info Tech ; que ce soient le CEO de BlackRock, Larry Fink, Kristalina Georgieva présidente du FMI, ou encore l'ancien directeur de la Bank of England, Mark Carney, pour le secteur financier ; que ce soient Emanuel Macron, Sebastian Kurz ou Angela Merkel pour le monde politique : tous ont reçu une formation du WEF, ou siègent au sein de son conseil de direction.

Mais ce ne sont pas seulement les 1300 membres de ce réseau liant étroitement des leaders issus de l'élite mondial qui tirent les ficelles de par le monde. Depuis 2012, se sont joints à eux une dizaine de milliers de « Global Shapers » supplémentaires, âgés de moins de 30 ans, et qui ont aussi été sélectionnés par le WEF. À cet égard, ils exercent également une influence sur le cours des événements qui se déroulent sur la scène mondiale. Or nous savons à quoi doivent ressembler ces événements. Il suffit pour le vérifier de consulter les ouvrages de Klaus Schwab, le fondateur du WEF. Et ceux qui n'arrivent toujours pas à croire que tout ce dont nous avons été les témoins suit un plan devraient jeter un coup d'œil à la date de publication du *Great Reset* de Klaus Schwab : le 20 juin 2020, donc à peine 4 mois après que le monde entier ait subi un confinement général. Pourtant, Schwab donne des instructions exactes sur la manière dont on devrait tirer parti du Covid-19 : faire subir au monde entier une destruction créatrice pour en bâtir un nouveau à l'image de l'humain tel qu'il l'envisage — un monde évocateur des ténèbres du national-socialisme.

Je sais que tout cela paraît choquant, comme une apocalypse soigneusement planifiée. Et en effet, cet agenda est de toute évidence planifié. Il est également difficile de le surpasser en termes de cruauté et de mensonge. Qui aurait pu soupçonner que, sous prétexte de protéger l'humanité des effets d'une maladie, l'économie mondiale serait poussée dans le gouffre ? Que l'on nous ôterait la liberté de se déplacer, notre droit de s'associer et de s'exprimer, notre liberté d'opinion, sans oublier que l'on condamnerait plus de 100 millions de personnes à la famine, et tout cela soi-disant pour « notre propre protection » !

Qui aurait pu croire que non seulement un eugéniste sans vergogne comme Klaus Schwab oserait prêcher partout dans le monde sa sombre vision de la fusion de l'être humain et de l'intelligence artificielle (AI), mais que des milliers de ses disciples la relayeraient ensuite jusque dans tous ses développements profondément destructeurs que nous devons subir ? Pourtant les détails de cette vision suffiraient à glacer le sang de quiconque pense et ressent les choses normalement.

Cependant, j'en arrive à mon message le plus important. Tout cet ensemble possède un autre aspect : un aspect très différent. Nous pouvons y puiser un soutien considérable et une grande force face à ce qui nous attend. Le plan de ces élites, les visions de Klaus Schwab, sont condamnés à l'échec, et ce, pour bien des raisons, dont la principale est que le narratif d'un virus mortel constituant une menace existentielle pour l'humanité n'est pas viable à long terme. Nous pouvons déjà constater comment ce tissu de mensonges s'effondre sur lui-même de partout. Nous voyons chaque jour comment, dans leurs efforts pour le légitimer, ils recourent à des arguments chaque jour plus absurdes, ainsi qu'à des diffamations d'une violence inouïe. C'est important de prendre conscience que la véhémence dont font preuve les médias ces jours-ci, témoignent non pas de leur force mais de leur faiblesse. Tous ceux qui vomissent des mensonges de plus en plus grotesques, comme celui de la « pandémie des non vaccinés », qui déclarent que les gens en bonne santé sont les ennemis publics numéro un, ou qui mettent en confinement tout un pays sur la base d'un unique malade ou même d'un seul « cas » de test positif, ne le font que parce

qu'ils ont épuisé tous leurs arguments. Ces déchainements sont autant de tactiques du désespoir.

Abraham Lincoln a dit une fois que : « vous pouvez tout le temps tromper une partie des gens, et une fois ou l'autre réussir à tromper tout le monde, mais vous ne pouvez pas tromper tout le monde tout le temps ». C'est exactement cela. Nous verrons de nos yeux la vérité se révéler, et cela veut dire bien sûr beaucoup de choses pour nous, car — ô ironie —, cela ouvre pour nous ce que Klaus Schwab intitule « une fenêtre unique d'opportunité », mais, dans l'exacte dynamique inverse de ce qu'il entend.

En somme, à cause de ce narratif d'effondrement (collapse), la crédibilité de ceux qui nous ont emmené dans cette situation s'écroule aussi chaque jour davantage : c'est donc plutôt pour nous que s'est ouverte une fenêtre unique d'opportunité. Celle-ci permet une campagne de réinformation vaste et complète. Les conditions permettant d'éclairer nos concitoyens sur le contexte véritable de cette prétendue « pandémie », sur le véritable équilibre des pouvoirs dans le monde, et sur la véritable menace à laquelle nous devons faire face, n'ont jamais été meilleures que maintenant. Elles s'améliorent même chaque jour car en face on s'empêtre dans des mensonges de plus en plus difficiles à faire avaler. Et même si le complexe digitalo-financier réussissait à mettre en service sa nouvelle monnaie, ce ne serait pas non plus la fin du monde. La monnaie numérique des banques centrales (la CBDC) ne peut fonctionner que sur la base d'un système coercitif total. Ils introduiront continuellement de nouveaux contrôles sur les prix, ils accroîtront continuellement le revenu minimum universel (l'UBI) et finalement généreront une inflation permanente qui exercera une pression énorme sur la population. En retour, cela conduira à une paupérisation continue et à des conflits constants avec l'état et les autorités.

Ce qu'il faut bien saisir c'est que si sans aucun doute nous entrons dans une époque dangereuse et pleine de turbulences, nous avons également un atout majeur en main : en face, les puissants ne sont pas guidés dans leurs actes par la raison mais par la cupidité et la soif du pouvoir. Ils ne peuvent rien faire d'autre au final que de s'engluer dans des problèmes toujours plus grands. Il nous faut utiliser précisément cette faiblesse et toujours garder à l'esprit que s'ils désirent posséder toujours plus d'argent, de propriétés et même mettre la main sur toutes les armes du monde, leur pouvoir n'est ni basé sur l'argent qu'il possède, ni sur leurs possessions, ni sur leurs armes, mais ne repose que sur une chose : l'ignorance dans laquelle est tenue la majorité des gens. Cette majorité ne comprend pas le jeu diabolique dans lequel la petite minorité aux commandes l'a entraînée. Si effroyables soit ce que le complexe numérique-financier et ses sbires nous ont infligé ces derniers 18 mois — et qu'ils continuent de nous infliger —, ce complexe s'est mis ainsi dans une situation dont il ne peut plus s'extirper. Prisonnier de cette situation qu'il a créé, et placé ainsi dans une situation de plus en plus désespérée, il n'a d'autre choix que de franchir davantage de « lignes rouges ».

Cela signifie pour chacun d'entre nous que, face à cette situation exceptionnelle, il est nécessaire de conserver tout simplement notre paix, d'exposer tous leurs mensonges et de montrer aux autres, peu à peu, pourquoi et par qui ils sont dupés. Lorsque nous faisons cela, et que nous réfléchissons du même coup à la force de nos arguments, alors nous pouvons non seulement résoudre le problème actuel, mais même peut-être accomplir quelque chose de bien plus grand : se servir d'une des crises les plus graves qu'a connues l'humanité pour changer la direction de son histoire, et ce faisant, franchir le seuil d'une ère nouvelle et meilleure.

Voir ici l'[article original](#) : Version française publiée par L'Empereur est nu.

Ernst Wolff : *Journaliste, expert en finance internationale et en fonds d'investissement*

La source originale de cet article est [RéinfoCovid.ca](#)

Copyright © [Ernst Wolff](#), [RéinfoCovid.ca](#), 2022

Articles Par : [Ernst Wolff](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca